



REPUBLIQUE DU SENEGAL
MINISTERE DE L'AGRICULTURE
PDMAS Programme de Développement
des Marchés Agricoles du Sénégal



**Projet de Développement Inclusif et Durable de
l'Agribusiness au Sénégal (PDIDAS)
Développement de méthodes d'allocation de terrains par les
communautés rurales
et identification de leurs besoins en assistance technique
Zones de Gandon et du lac de Guiers**

Rapport d'orientation méthodologique

Sommaire

I. Contexte général.....	3
I.1. Bref historique de la politique d'aménagement	
I.2. Contexte foncier	
I.3. De quelques spécificités de la zone du Lac de Guiers	
II. Compréhension de la mission.....	7
III. Approche méthodologique.....	7
III.1. Plan de communication	
II.2. Diagnostic territorial sommaire	
II.3. Evaluation de la capacité des communautés rurales en gestion foncière	
II.4. Conception et mise en œuvre de la démarche pour l'identification et l'allocation négociée par les CR de nouveaux terrains à des investissements agro-industriels et aux petits producteurs	
II.5. Identification des besoins d'innovation juridique	
II.6. Formulation d'options d'appui technique et institutionnel aux CR	
IV. Plan de travail	10
IV.1. Préparation de la mission	
IV.2. Conditions critiques	
IV.3. Etapes de l'investigation	

I - Contexte général

I.1. Bref historique de la politique d'aménagement.

La zone d'étude couvre le bas Delta du fleuve Sénégal et les zones méridionales du lac de Guiers. Malgré la faiblesse de sa pluviométrie, le Delta est caractérisé par un réseau hydrographique relativement dense qui résulte de l'évolution géomorphologique de la région et des eaux du fleuve Sénégal qui sont issues des régions plus arrosées du haut bassin. Le cours principal du fleuve qui le borde au Nord et à l'Ouest a donné lieu à différents défluent qui le traversent du Nord-Est vers le Sud-Ouest et l'Ouest : Gorom, Kassack, Lampsar, Djeuss et du Ngalam. A l'Est le Delta est bordé par le Lac de Guiers, dépression naturelle peu profonde, qui s'allonge du Nord au Sud sur environ 50 kilomètres de long et 7 kilomètre de large. Ce lac alimenté par le fleuve Sénégal via le marigot la Touey constitue la plus importante réserve d'eau douce du pays. Le barrage de la Taouey construit à la fin des années 1940 et le barrage de Diama réalisé en 1986 ont respectivement permis de soustraire les eaux du Lac et du Delta, des invasions marines qui survenaient pendant l'étiage.

La mise en valeur des terres du Delta a démarré à partir de 1946 sur les bords du lac de Guiers avec le casier rizicole de Richard Toll aménagé par la Mission d'Aménagement du Sénégal sur 6.000 ha de 1946 à 1956. Des bords du lac, les aménagements vont se déplacer plus à l'ouest, à l'intérieur du Delta, où la MAS entreprit peu avant l'indépendance, les premiers aménagements en exploitation paysanne réalisés en submersion contrôlée. Parallèlement à l'organisation du peuplement du Delta, la SAED aménage progressivement en submersion contrôlée, les terres des cuvettes de Savoigne, Boundoum, Kassack, Thiagar, Grande Digue-Tellel, etc. Malgré les efforts de l'Etat et l'omniprésence de la SAED, la mise en valeur du Delta va progresser beaucoup plus lentement que prévu avec des performances agro-économiques en deçà des objectifs. Une reconversion coûteuse de ces aménagements en aménagements en maîtrise complète de l'eau ou aménagements tertiaires est opérée à partir de 1972. Elle va s'accompagner d'une restructuration de l'organisation de l'exploitation des périmètres avec d'une part la division des aménagements tertiaires en mailles hydrauliques de 30 à 50 ha et d'autre part, l'organisation des exploitants en groupements de producteurs (GP) de 15 à 20 paysans, à la place des grosses coopératives. Les GP vont bénéficier jusqu'à la fin des années 1970, d'un appui massif de l'Etat à travers la SAED qui intervient d'amont en aval de la production, depuis les études jusqu'à la commercialisation, en facturant ses prestations à des prix subventionnés, tandis que le paddy bénéficie de prix préférentiels et garantis. Cette situation a été profondément bouleversée par les politiques d'ajustement structurel et de libéralisation. Depuis le début des années 1990, l'aménagement et la mise en valeur du Delta sont marqués par une politique de libéralisation de l'économie et de désengagement de la l'Etat, avec une responsabilisation accrue des organisations de producteurs. La SAED dont le dispositif d'encadrement est jugé lourd et coûteux va ainsi se désengager à partir de 1987 des fonctions directes de production et de prestations de services. Ses missions vont passer d'une part, de l'encadrement des producteurs à une fonction de conseil agricole aux producteurs et d'autre part, à une mission de service public centrée principalement sur le pilotage du développement et la gestion pour le compte de l'Etat des grosses infrastructures hydro-agricoles du Delta.

Il faut noter que la zone d'étude n'a pas été touchée par cette politique d'aménagement et de structuration sociale et économique plutôt réservée aux grands aménagements sur terres argileuses de l'intérieur du delta, plus propices à la technologie de la riziculture par irrigation gravitaire.

1.2. Contexte foncier

Le désengagement de l'Etat à partir des années 80 s'est également opéré au niveau de la gestion du foncier et a engendré une situation foncière complexe dans le Delta. Les terres, classées depuis 1965 en zones pionnières gérées par la SAED, vont être reversées à partir de 1987 dans les zones de terroirs dont la gestion relève des conseils ruraux. Les conseillers ruraux du Delta se sont retrouvés brutalement confrontés à la gestion du foncier et exposés à la pression d'une multitude de demandeurs de terres, encouragés par la politique de libéralisation et de promotion du secteur privé menée par l'Etat. Il s'en est suivi une ruée vers les terres irrigables, favorisée par l'existence de « terres neuves » ou faiblement appropriées, par la disponibilité de l'eau résultant des barrages et par la montée en puissance du crédit agricole dans la région. Les conseils ruraux ont ainsi affecté des superficies importantes sans support d'information ni formation spécifique. Une bonne partie des terres affectées a concerné des zones difficilement irrigables ou inappropriées pour l'irrigation gravitaire généralement pratiquée (sols très filtrants).

Dans cette course à la terre, les OP ont occupé les premiers plans, jouant un rôle d'intermédiation pour l'accès de leurs membres au foncier. Elles ont adopté une démarche collective, reposant sur la création de grandes organisations paysannes fédératives (OPF), pour accroître leurs capacités de pression sur les conseils ruraux et jouer un rôle d'intermédiation auprès de la CNCAS : Union des GIE du Delta (UGIED), l'Union des groupements économiques du Nord (UGEN), Association économique et socioculturelle du Walo (ASESCAW). A la faveur de ces affectations des périmètres irrigués privés de 5 à 100 ha, ont proliféré, dépassant rapidement les superficies financées par l'Etat. La superficie des aménagements privés atteint ainsi presque 40.000 ha en 2005, soit environ 65% des superficies totales aménagés dans le Delta.

Toutefois, la grande majorité de ces petits périmètres privés a été aménagée de façon sommaire et sans drainage : d'une part, des aménagements sommaires et de mauvaise qualité technique, de l'autre, une mise en valeur marquée par un sous emploi des facteurs de production, du fait des détournements d'objet des crédits de campagne au profit des investissements. Ces insuffisances ont fortement affecté les performances de ces périmètres, dont un grand nombre a été abandonné après deux ou trois campagnes, ce qui valut à la Caisse nationale de crédit agricoles, des centaines de millions de dettes impayées. Malgré le fait que plusieurs périmètres privés ne soient plus exploités (et souvent en état de dégradation), leur affectataires peuvent toujours se prévaloir légalement de droits sur ces terres pour peu qu'ils aient gardé par devers eux la délibération du conseil rural leur affectant les terres.

Une autre implication du développement des PIP relève de leur implantation désordonnée et de leur alimentation anarchique à partir des adducteurs approvisionnant en eau les grands périmètres aménagés par la SAED. L'importance des prélèvements résultant des PIP, leur caractère sommaire (absence de compactage des canaux et cavaliers) ainsi que leur manque d'entretien et de drainage (déversement des eaux chargées dans les adducteurs) ont favorisé le comblement et l'enherbement de ces chenaux, réduisant d'autant leur capacité de transit. Pour favoriser l'amélioration des performances des périmètres et la pérennité des infrastructures, deux catégories des fonds de maintenance ont été institués en 2003, mais les performances insuffisantes de nombreux producteurs des périmètres et la faiblesse du niveau de recouvrement des redevances des usagers ne permettent pas encore d'alimenter convenablement ces fonds et de réaliser, en conséquence, une maintenance satisfaisante des périmètres irrigués et un renouvellement de leurs équipements. En plus des fonds de maintenance, deux autres outils de gestion et de sécurisation foncière à l'usage des Communautés Rurales ont été élaborés dans le delta et la vallée au début des années 2000. Il s'agit des Plans d'Occupation et d'Affectation des Sols (POAS) et de la Charte du Domaine Irrigué (CDI). Le POAS s'articule autour de trois composantes : (i) un découpage du territoire en zones de ressources réservées, chacune, à un usage prioritaire (agricole, pastoral, pêche, etc.) et en zones de gestion matérialisées par des cartes ; (ii) des règles définissant les

modalités de gestion des ressources naturelles dans chaque zone ; et (iii) un dispositif s'appuyant sur des commissions de zone qui sont chargées de faire respecter les règles définies. L'un des atouts principaux du POAS réside dans sa démarche d'élaboration qui met en avant le conseil rural (maître d'ouvrage) et implique les populations dans la conduite du processus (identification des contraintes, zonage du territoire et définition des règles). S'il est rigoureusement appliqué et mis à jour périodiquement, il peut constituer un outil important dans la gestion de l'espace, la régulation de l'usage des ressources naturelles et la réduction des conflits entre usagers de ces ressources. La Charte du domaine irrigué, élaboré en concertation avec les conseils ruraux et la participation des populations vise à : i) favoriser l'exploitation intensive et optimale des aménagements hydro agricoles ; ii) prévenir la dégradation des ressources en terres et eau de la vallée ; et iii) rationaliser la conception des périmètres irrigués. A cet effet, elle définit les normes ainsi que les conditions d'exploitation et de mise en valeur des terres irrigables de la vallée, ainsi que les sanctions prévues en cas de non respect des engagements, qu'il s'agisse de terres irrigables dans un périmètre réalisé par l'Etat ou un périmètre privé. La charte vient ainsi combler les lacunes de la loi sur le domaine national, relatives à la notion de mise en valeur.

Face à ce contexte foncier, certains pôles de réflexion et d'actions ont progressivement pris forme pour améliorer la gestion du foncier et évoluer vers une réforme durable de la législation. On peut noter, entre autres :

- le partenariat noué entre la SAED, l'AFD (projet PACR) et le MCA avec les CR de la région de Saint Louis;
- les projets émanant du niveau central de l'Etat : Commission auprès du Président de la République (approche juridique) pour la réforme du droit de la terre, les travaux du groupe thématique foncier (plutôt orientés sur l'agriculture, élevage, ...), les réflexions de l'agence de promotion de l'investissements et des grands travaux (APIX), les travaux de la DGID (Direction Générale des Impôts et Domaines), les études et projets en cours de la Banque Mondiale/PDMAS ;
- les initiatives de la société civile à travers le CNCR/FONGS (« Réflexion des organisations paysannes sur la réforme foncière »), le Mouvement des Acteurs de la Vallée (MAV), les actions de mobilisation sociale de ENDA (PRONAT et autres).L

La société civile se montre ainsi capable d'organiser un lobbying et de défendre des intérêts, mais il serait utile qu'elle puisse dialoguer avec les Collectivités Locales et l'Etat, et apporter sa contribution à l'élaboration de nouvelles politiques foncières. Des initiatives émergent en ce sens au sein de la société civile. Des cadres comme le CRAFS (Cadre de Réflexion et d'Action sur le Foncier au Sénégal) se sont constitués. Il a été saisi en fin juillet 2012 par le collectif des 35 villages de la zone du Ndiel dans sa lutte contre l'affectation de 20 000 hectares entre les Communautés Rurales de Ngnith, Ronkh et Diama (département de Dagana, région de Saint Louis) au projet de SENETHANOL précédemment impliqué dans les événements de Fanaye (département de Podor, région de Saint Louis), projet fortement appuyé par le gouvernement (cf. compte rendu du conseil des ministres des 19 et 26 juillet 2012). Il apparaît indispensable de se concerter avec ces organisations pour organiser une appropriation sociale des futurs aménagements.

1.3. De quelques spécificités de la zone du Lac de Guiers

D'abord, la zone proprement dite du projet est restée longtemps en marge des dynamiques de développement et d'organisation caractéristiques du Delta où l'attention à longtemps été portée sur les cuvettes argileuses rizicultivables et sur l'irrigation gravitaire. L'essentiel des processus de changement se sont déroulés à l'intérieur du Delta (haut Delta et Delta central). La zone d'étude (Sud et centre du lac de Guiers, Ngalam et Gandiolais) ne sera touchée que beaucoup plus tard, à

partir du milieu des années 1990, par certains phénomènes observés dans le reste du Delta : course à la terre, aménagements de PIP et PIV... La zone du Ngalam n'a été touchée que très récemment. Ensuite, les villages riverains du Lac sont souvent plus anciens que beaucoup de village de l'intérieur du Delta et ont donc une emprise foncière beaucoup plus forte et légitimée sur les terres. Ancienne terre d'émigration vers la Mauritanie, les événements entre le Sénégal et la Mauritanie à la fin des années 1980 ont fait revenir beaucoup d'originaires de la zone qui s'y adonnent depuis à la culture irriguée surtout de la patate douce et d'autres cultures horticoles. La mise en service des barrages (Diama et Manantali) a très nettement amélioré les conditions de l'eau dans le Lac. Cette situation combinée d'une part à la crise de la riziculture irriguée de l'intérieur du Delta consécutive à la dévaluation, d'autre part, à la baisse de la pluviométrie réduisant les cultures de *jeeri* et enfin, à la réduction ou disparition des cultures de décrue résultant de la submersion des berges du Lac avec le relèvement du plan d'eau, a favorisé le développement d'un front agricole autour du Lac à la fin des années 1990.

La période de crise de la riziculture irriguée (1994 – 1997) résultant des mesures de libéralisation et de la dévaluation du franc CFA a orienté certains riziculteurs de l'intérieur du Delta vers la zone du Lac dans le cadre d'une stratégie de diversification des revenus et de réduction des risques à travers l'occupation de terres moins lourdes et la cultures de produits autres que le riz. Ces exploitants qui avaient déjà acquis une grande expérience de l'irrigation et de la libéralisation ont fortement contribué au développement d'un front agricole qui gagne des terres de plus en plus éloignées du Lac. Mais, ils ne feront que reconduire la technique d'irrigation gravitaire utilisée sur les sols lourds et très argileux. Sur les sols légers, sablonneux autour du lac, cette technique, certes moins coûteuse, conduit à un énorme gaspillage d'eau (percolation très forte) et accroît les problèmes de salinisation et d'infestation par les nématodes. Ce front agricole s'est aussi fait avec une grande anarchie dans l'occupation de l'espace (multitude de canaux sommaires réalisés manuellement)..

La saturation relative de l'intérieur du Delta a poussé de nombreux exploitants à chercher et obtenir des affectations de terre dans l'objectif de diversification de leur disponible foncier et de leurs productions sur des spéculations (patate, to mates, chou, gombo, etc.) aux marges plus intéressantes (prix et minimisation des charges d'aménagement). Des PME agricoles provenant des autres régions du pays ou de l'étranger se sont aussi positionnées sur les terres de la zone du lac.

Les villageois et les organisations paysannes (GIE, petites fédérations, etc.) n'ont pas été en reste. Ils ont fait pression sur les conseils ruraux et profité des programmes agricoles lancés par l'Etat comme la GOANA pour se faire octroyer des terres. Le village constitue un niveau important de négociation et de gestion du foncier, mais également de mobilisation et de sensibilisation les problématiques de développement. En effet, les populations (agriculteurs, pêcheurs, éleveurs, etc.) s'identifient, d'abord, aux différents villages dont les chefs bien que désignés par l'administration, sont toujours issus du groupe lignager traditionnellement détenteur de la chefferie et d'une bonne partie du foncier. Dans les faits, l'administration ne fait souvent qu'entériner le choix opéré par l'aristocratie traditionnelle ou lui sert, quelque fois, d'arbitre en cas de désaccord interne. Ainsi, les familles qui avaient le contrôle des terres le font prévaloir au nom de leur village qui cautionne ces prétentions dont la régularisation se fera, par la suite, au niveau du conseil rural dont la plupart des membres représente, également, l'aristocratie traditionnelle. Dans les documents des conseils ruraux, certaines affectations sont faites au nom d'une famille, ce qui est peu conforme à la loi sur le domaine national qui ne reconnaît que des personnes physiques ou morales. C'est dire que le village est engagé dans une compétition foncière vis-à-vis des autres villages et, surtout, des nouveaux venus (agrobusiness national ou international) soit à travers les lignages traditionnellement dominants, soit à travers des organisations conçues en partie dans cet objectif,

soit à travers une fusion de ces deux démarches (aristocratie traditionnelle et projet villageois) avec des possibilités de redistribution de l'assiette foncière.

Il faut, toutefois, noter que la stratégie foncière des villages est aussi fondée sur un souci prospectif de garantir l'accès à la terre (considérée comme principal moyen de survie) aux générations futures en rapport avec la croissance démographique et la segmentation inévitable des unités familiales. Dans ce sens, des affectations importantes sont faites au profit de certaines structures représentant le village et qui peuvent aussi être le cadre de constitution d'une réserve foncière. Seulement les problèmes de moyens qui se posent empêchent les populations locales de mettre valeur ces réserves foncières lignagères ou villageoises. Ceci amène l'aristocratie traditionnelle à partager ses droits avec le reste du village, et les villages à s'associer ou à accepter de d'accueillir sur leurs terres des nouveaux venus (agrobusiness, promoteurs touristiques, amodiataires, etc.) selon diverses modalités contractuelles.

II. Compréhension de la mission

La zone d'étude comprend huit communautés rurales : Diama, Fass Ngom, Gandon, Keur Momar Sarr, Mbane, Ndiébène Gandiol, Ngnith, Syer. Ces communautés rurales sont localisées dans trois départements et deux régions : départements de Saint-Louis et Dagana dans la région de Saint Louis et département de Louga dans la région éponyme.

La mission comprend trois principales phases :

- la réalisation d'un diagnostic par communauté rurale, comprenant un diagnostic territorial sommaire, une évaluation des capacités des communautés rurales en gestion foncière, un état des lieux des arrangements fonciers entre entreprises agro-industrielles et communautés rurales et une analyse de l'expérience du PDMAS et autres projets en la matière (cf. A1 et A2);
- à partir de ce diagnostic, la conception et la mise en œuvre d'une démarche pour l'identification et l'allocation négociée par les CR de nouveaux terrains à des investissements agro-industriels et des petits producteurs (cf. A3) ;
- l'élaboration et la discussion de recommandations pour le renforcement des capacités de gestion foncière des Communautés Rurales (cf. B).

Ces trois importantes phases doivent être réalisées sur une très courte durée :

- pour la première et la deuxième phases, remise d'un seul rapport commun à J+30, ce qui signifie seulement deux semaines de terrain pour la première phase (diagnostic) et seulement une semaine pour la deuxième phase, c'est-à-dire pour accompagner les populations locales jusqu'à un choix solide concernant l'implantation des aménagements;
- pour la troisième phase, remise du rapport à J+60, ce qui signifie seulement deux semaines d'investissement avant la rédaction du rapport.

III - Approche méthodologique

III.1. Plan de communication

Malgré les premières rencontres initiées par le PDIDAS avec les populations et les autorités locales, les interrogations et réticences sont encore très fortes localement. L'appréhension du contexte local constitue donc l'enjeu le plus délicat de la mission.

De ce fait, les enquêtes de terrain prévues dans dès la première phase de cette étude nécessitent une introduction officielle de l'équipe auprès des officiels (autorités administratives et collectivités locales) et partenaires de la zone. En effet, dans ce type de contexte délicat, le niveau d'acceptabilité de la mission dépendra déjà de la façon dont l'étude est introduite par le commanditaire officiel.

La première étape du plan de communication devrait donc être constituée par :

- une information par la direction du projet PDIDAS par courrier des différentes autorités, au sujet de la teneur notre mission ;
- une présentation sur le terrain par le PDIDAS de l'équipe de consultants, lors d'un atelier réunissant les différents services administratifs et techniques et les représentants de chacune des communautés rurales concernées. Cet atelier sera organisé au CIFA.

En deuxième étape, l'équipe se concertera les autorités administratives territoriales des huit communautés rurales concernées et leurs services d'appui, afin d'élaborer avec eux la meilleure stratégie pour impliquer les groupes cibles.

En troisième étape, l'équipe organisera une discussion détaillée des objectifs de la mission dans chacune des huit communautés rurales. Il sera demandé aux conseils ruraux concernés de faire participer à cet atelier tous les acteurs de leur communauté rurale, et en particulier les représentants des femmes et autres groupes défavorisés. Ces rencontres seront organisées sous forme d'un atelier d'une journée par communauté rurale, forme la plus adaptée pour réussir à mobiliser les différents acteurs locaux : au-delà, la contrainte est trop forte et en deçà l'intérêt de se réunir quelques heures n'est pas assez fort pour motiver les populations à se déplacer jusqu'au chef-lieu.

Lors de ce premier atelier, les principes du PDIDAS seront discutés et il sera demandé ensuite aux participants de réfléchir à leur intérêt pour 'l'installation de périmètres irrigués appuyés par le PDIDAS sur leur territoire et des conditions dans lesquelles cela leur apparaîtrait intéressant pour la communauté rurale (incluant la localisation des zones à aménager) et le Sénégal. Un temps de réflexion interne leur sera donné (y compris pour donner au conseil rural l'opportunité d'organiser des ateliers plus décentralisés) et un rendez-vous sera pris pour un deuxième atelier avec l'équipe, où ils pourront présenter les résultats de leurs discussions internes et leur position.

L'équipe utilisera le premier atelier pour soutenir un investissement fort des partenaires locaux (conseil rural, CADL, ASCOM..) dans la mobilisation des populations pour les discussions internes avant l'atelier suivant. Un appui financier pour les communications téléphoniques sera attribué à chaque acteur, avec un plan de communication. L'équipe recontactera régulièrement ces correspondants locaux pour les mobiliser au mieux durant cette période d'animation de discussions internes.

Un deuxième atelier sera donc ensuite organisé par communauté rurale pour recueillir, discuter et approfondir les positions prises par chaque communauté rurale. Durant cet atelier, l'équipe présentera ensuite les positions et conclusions des autres communautés rurales, afin d'enrichir les premières discussions et les propositions.

Étant donné le contexte social local délicat pour l'installation d'investisseurs privés, l'équipe se donne la liberté de laisser les acteurs d'une communauté rurale relancer leurs discussions après le deuxième atelier et prendre un troisième rendez-vous avec eux, donc d'organiser un troisième atelier dans les communautés rurales où les réticences sont encore fortes.

Une fois que les positions définitives des communautés rurales seront obtenues, l'équipe organisera en collaboration avec les communautés rurales une évaluation de terrain sur les sites où les aménagements sont proposés par la communauté rurale.

III.2 . *Diagnostic territorial sommaire (cf. A1)*

La première étape de ce diagnostic a pour objet le rassemblement des informations et données existantes sur les communautés rurales concernées. Malheureusement, très peu de données socio-économiques existent à l'échelle de la communauté rurale, la plupart n'étant disponibles qu'à des échelles beaucoup plus englobantes (département, région).

Dès que l'introduction officielle de l'équipe aura été entreprise (cf. ci-dessus point 2.1), l'équipe pourra mettre en œuvre la deuxième étape du diagnostic territorial, à savoir les travaux de terrain. Toujours avec le même souci d'aboutir à une acceptation sociale solide du programme, la réalisation de cette étape impliquera fortement les populations locales. Elle débutera par un atelier avec chacune des huit communautés rurales, qui comprendra :

- une présentation transparente des termes de référence de l'étude qui a été confiée à l'équipe de consultants ;
- une présentation détaillée de la démarche que l'équipe propose de mener pour réaliser son étude dans la communauté rurale concernée
- une restitution de l'état d'avancement du diagnostic territorial sommaire réalisé par l'équipe à partir des informations et données recueillies avant cette phase de terrain
- une identification concertée de la façon d'approfondir ce premier diagnostic territorial à partir des informations présentes dans la communauté rurale.

A la suite de ces ateliers, l'équipe disposera d'une semaine pour compléter par des missions de terrain les premiers diagnostics territoriaux provisoires, à l'aide des populations locales et de leurs représentants.

III.3. *Evaluation de la capacité des communautés rurales en gestion foncière (cf. A2)*

L'équipe organisera une mission de terrain d'une journée par communauté rurale, où, à partir de consultations et d'analyse des documents et outils existants, mais également de quelques enquêtes, elle réalisera son évaluation.

III.4. *Conception et mise en œuvre de la démarche pour l'identification et l'allocation négociée par les CR de nouveaux terrains à des investissements agro-industriels et aux petits producteurs (cf. A3)*

Suivant le souci d'une véritable appropriation sociale dans un contexte social assez tendu, l'équipe débutera cette phase par un atelier de concertation avec chaque communauté rurale. Cet atelier aura comme objectifs :

- un rappel détaillé des termes de référence de l'étude qui a été confiée à l'équipe de consultant ;
- un rappel détaillé de la démarche que l'équipe propose de mener pour réaliser son étude dans la communauté rurale concernée ;
- une restitution de l'état du diagnostic territorial sommaire réalisé par l'équipe ;
- une restitution de l'évaluation de la capacité des communautés rurales en gestion foncière
- une proposition provisoire de démarche pour l'identification et l'allocation de terrains ;
- la reconstruction collective de cette proposition avec les participants ;
- l'identification par les participants de personnes clés qu'ils souhaitent associer à la réflexion dans les prochaines étapes.

A la suite des conclusions de ces huit ateliers, l'équipe organisera une semaine d'entretiens auprès de personnes ressources de la société civile et des instances officielles, pour compléter et valider la proposition méthodologique.

III.5. Identification des besoins d'innovation juridique (cf. B1)

La proposition méthodologique issue de l'étape A3, assortie de questions précises concernant le contexte juridique, sera fournie au consultant en sciences juridiques. Il disposera d'une semaine pour fournir une réponse détaillée aux différentes questions, ainsi que ses commentaires sur les innovations juridiques qui seraient nécessaires à la mise en œuvre de cette proposition méthodologique.

Une fois ces conclusions remises sous forme d'un rapport provisoire, une réunion de discussion-validation se tiendra entre le consultant en sciences juridiques et le reste de l'équipe de consultant.

III.6. Formulation d'options d'appui technique et institutionnel aux CR (cf. B2)

Cette étape débutera par un atelier dans chacune des huit communautés rurales. Les objectifs de cette troisième série d'ateliers seront :

- un rappel détaillé des termes de référence de l'étude qui a été confiée à l'équipe de consultant et de la démarche que l'équipe mène pour réaliser son étude dans la communauté rurale concernée ;
- une restitution de l'état du diagnostic territorial sommaire et de l'évaluation de la capacité de la communauté rurale en gestion foncière ;
- une restitution de la démarche co-construite pour l'identification et l'allocation de terrains, ainsi que des remarques du consultant juridique à son sujet ;
- les premières conclusions de l'équipe concernant les appuis techniques et organisationnels que cela implique ;
- la reconstruction collective de cette première proposition avec les participants.

A la suite des conclusions de ces huit ateliers, l'équipe disposera d'une semaine pour rédiger son rapport provisoire.

IV - Plan de Travail

IV.1. Préparation de la mission

Une rencontre de démarrage entre le cabinet et la direction exécutive du PDIDAS marquera le lancement des travaux. Son objet sera la discussion puis validation du présent Rapport d'Orientation Méthodologique.

IV.2 Conditions critiques

La participation et la collaboration active des populations sont indispensables à l'atteinte des objectifs de la mission. Après l'information et l'introduction officielle de la mission et l'information des autorités et populations par le PDIDAS, le consultant mettra tout en œuvre pour une participation effective des populations aux processus (voir les nombreux ateliers de concertation qui sont planifiés).

L'expérience révèle cependant que dans un tel exercice, la disponibilité et la mobilisation des populations commandent la progression effective des travaux. Partant, les ajustements de calendriers qui s'imposeraient, seront pris en compte et une information circonstanciée sera fournie à cet effet au commanditaire.

IV.3. Etapes de l'investigation : voir page suivante

	J+10		J+18		J+26	J+34		J+42	J+50	J+58	J+66		J+72	J+80	J+90
Livrables :	-		-		A1/A2				A3		B1		A3/B1	B2	-
Activités :	Préparation Mission; Synthèse biblio		Atelier de présentation officielle par PDIDAS (8 Cr = 8 jours)	Atelier diagnostic à Dakar avec représentants nationaux paysans	Atelier par CR sur diagnostic territorial (8 Cr = 8 jours)	Enquêtes de terrain pour diagnostic	Atelier à St Louis auprès représentants régionaux paysans	Remise rapport A1+A2	Atelier par CR pour identification allocations (8 Cr = 8 jours)	Enquêtes de terrain pour validation allocation (8 Cr = 8 jours)	Validation juridique	Atelier à Dakar et à St Louis auprès représentants paysans	Remise rapport A3+B1 ?	Atelier par CR pour identification appuis (8 Cr = 8 jours)	Remise rapport final
Chef de projet :															
Expert Sc. Soc.															
Expert Socio-econ.															
Expert Agrobuis															
Juriste															